République Française - Département du Tarn
COMMUNE DE LES CABANNES
COMPTE-RENDU
REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 8 Octobre 2014

Nombres de membres : 11

Afférents au Conseil Municipal : 11

En exercice : 11

Qui ont pris part à la délibération : 11

Date de la convocation et affichage : 1er octobre 2014

Date d'affichage du compte rendu de la réunion : 10 octobre 2014

L'an deux mille quatorze et le huit octobre à dix huit heures, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Patrick LAVAGNE, Maire.

Présents : WOILLEZ Philippe - MESTE Christian - CHABBAL Stéphanie - LACAZE Bernard - FOULHOUX Sylvie - LAURENS Christophe - PONS Marie-Hélène - SEWARD Patricia - BARBIERI Bénédicte – FAURE Claude.

Absent excusé : /

Absent (s) (es) : /

Madame BARBIERI Bénédicte est nommée secrétaire de séance.

DÉLIBÉRATION N°0029_2014

Objet : Motion relative à la réhabilitation collective "Des fusillés pour l'exemple" de la Guerre 1914-1918

Le Conseil Municipal après avoir pris connaissance du texte distribué en séance et après en avoir débattu approuve les termes de la motion ci-après :

«La première Guerre Mondiale, avec son cortège de 60 millions de combattants, de 20 millions de blessés, de 9 millions de morts, de 4 millions de veuves et de 8 millions d'orphelins aura été un théâtre de l'horreur humaine sans précédent».

Le Conseil Municipal tient à affirmer sa volonté que la France s'engage à la réhabilitation collective des 650 fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918. Plongés dans un désespoir sans fond, ces soldats refusèrent d'être sacrifiés. Immergés dans la boue, dans l'atrocité des combats, jusqu'au bout de la souffrance humaine, ils ont néanmoins fait front, au milieu d'une indicible sauvagerie, armés de leur courage et d'une souveraine humanité. Un large consensus existe dans notre société pour estimer que la plupart des ces soldats n'étaient pas des «lâches» mais des «bons soldats qui avaient fait leur devoir et ne méritaient pas la mort». Les circonstances sont aujourd'hui connues, le débat sur les faits est tranché, il reste à en tirer les conséquences au plan mémoriel et symbolique, pour réintégrer pleinement les fusillés dans la mémoire nationale. Car c'est devant cette mémoire là que nous sommes aujourd'hui engagés dans notre responsabilité de français et plus encore dans celle des femmes et des hommes qui ont à reconnaître ceux qui sont morts dans le devoir et dans la dignité.

Il est temps aujourd'hui que la République unisse, dans une mémoire apaisée, tous ces soldats qui sont morts pour elle ou par elle.... Aucun des Français qui participèrent à cette mêlée furieuse ne doit être oublié.

Le Conseil Municipal demande à Monsieur le Président de la République que la France prononce officiellement la réhabilitation collective des 650 «fusillés pour l'exemple» de la Guerre de 1914-1918. (10 votes pour – 1 vote contre)

Objet : Convention avec le Pays de l'Albigeois et des Bastides - Opération d'accompagnement des projets d'aménagement des communes

Monsieur Le Maire donne lecture à l'assemblée du projet de convention relatif à la mise en place et au suivi d'une opération d'accompagnement du projet d'aménagement du centre bourg (rues de la Peyrade et Saint-Félix – Place Saint-Félix).

La convention définit le mandat confié à l'Association du Pays de l'Albigeois et des Bastides pour la mise en place et le suivi d'une opération groupée d'accompagnement des projets d'aménagement des communes par le CAUE du Tarn. L'intervention du CAUE se fera en trois phases :

Phase 1 : Analyse et étude du Bourg, de son fonctionnement et de ces enjeux. Projection du développement du village.

Phase 2 : Choix du projet urbain (objectifs et périmètre) accompagnement dans la rédaction du cahier des charges et assistance du Pays pour le montage financier.

Phase 3 : A la demande de la Collectivité, accompagnement pour le choix de la maîtrise d'oeuvre, suivi du projet évaluation.

Monsieur Le Maire informe le Conseil que cette convention prendra fin au terme de l'exécution de la partie « études », soit la phase 1 de l'accompagnement. L'accompagnement du reste des phases de la prestation sera assuré par le CAUE et le Pays selon les besoins et le calendrier de la Commune.

Le Pays de l'Albigeois et des Bastides sera le commanditaire de l'opération auprès du CAUE. Il assure à ce titre un rôle de facilitateur et de coordinateur des opérations et s'engage :

- à être signataire de la convention CAUE et à veiller à son exécution,
- à être l'interlocuteur principal du CAUE et de la Commune de Les Cabannes,
- à mobiliser dans le cadre de son plan Climat Territorial des financements auprès des différents partenaires. Il sera chargé de transmettre les demandes de subventions ainsi que les demandes de paiements aux partenaires financiers.

Le montant de l'opération de la convention est prévue pour un montant total de 2250 € TTC, les subventions obtenues pour cette prestation s'élèvent à 70 %. La participation financière à la charge de la Commune de Les Cabannes correspond à 675 € TTC, soit 30 %.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Accepte l'offre et les termes de la convention
- Autorise Monsieur Le Maire à signer cette convention ainsi que toutes les pièces liées à cette décision.

Désignation d'un correspondant « sécurité routière »

Depuis l'année 1972, date de création du Comité interministériel de la sécurité routière, l'État donne une impulsion particulière à la politique locale dans ce domaine.

Dans sa lettre du 25 septembre dernier, Monsieur le Préfet du Tarn rappelle l'importance des collectivités territoriales dans le domaine de la sécurité routière et suggère de désigner un correspondant parmi les conseillers municipaux, qui sera l'interlocuteur privilégié de la Préfecture. Le conseil municipal décide de nommer Christian MESTE, correspondant sécurité routière.

Festivités de fin d'année

Christophe LAURENS rappelle aux membres du conseil municipal que, l'année passée, les habitants du secteur de la place St Félix s'étaient organisés avec les enfants, pour la décoration d'un sapin de Noël, avec la participation de tous. L'opération sera renouvelée cette année, avec le soutien de la commune (fourniture du sapin et éléments de décoration). Cette rencontre festive aura lieu le dimanche 14 décembre.

Le conseil municipal renouvelle son partenariat avec la société Escaffit de Gaillac, pour les illuminations de la rue St Félix et de la Promenade de l'Autan.

Désherbage thermique

Il a été mis en place pour la première fois cette année, notamment dans les zones les plus vulnérables (à proximité de l'Aurousse et du Cérou). La gestion du printemps pluvieux a été difficile, mais le conseil municipal se félicite de l'entrée dans cette démarche et remercie les agents communaux pour leurs efforts en ce sens.

Limitation du peuplement de pigeons

Stéphanie CHABBAL et Christophe LAURENS, en charge du dossier, font part au conseil d'une première approche de la problématique. Il est décidé de louer une nacelle pour effectuer les premières actions concrètes : boucher le maximum d'anfractuosités et autres trous permettant aux volatiles de nicher. Ces travaux se dérouleront en priorité sur des espaces et bâtiments communaux, mais les propriétaires particuliers sont invités à faire connaître en mairie les difficultés qu'ils connaissent sur leurs habitations.

Halte-étape sur le sentier de Lacapelle Ste Lucie

Les travaux étant pratiquement terminés, le conseil municipal proposera à la population une ouverture « officielle » par l'organisation d'une randonnée le dimanche 30 novembre, qui partira de la mairie et rejoindra le hameau de Lacapelle. Un buffet campagnard clôturera la marche. Simplicité et convivialité seront au programme !

Autorisations de travaux

Le conseil municipal constate que certains administrés effectuent des travaux sans en faire de déclaration en mairie. Il est rappelé à chacun que, dès que des travaux modifient l'aspect extérieur des habitations, une déclaration est obligatoire en mairie pour vérifier la conformité avec les règles d'urbanisme. Cette obligation est renforcée par le fait que notre commune se trouve en secteur sauvegardé (monuments historiques).

Les travaux concernés peuvent concerner :

- le remplacement d'une porte ou d'une fenêtre par un autre modèle
- le percement d'une nouvelle fenêtre
- le choix d'une nouvelle couleur de peinture pour la façade.
- Les travaux de ravalement
- La couverture des bâtiments
- La pose de panneaux photovoltaïques, panneaux solaires, ...